

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 23 avril 2018

Un autre monde est possible

Le gouvernement nous dit que les caisses sont vides. Qu'il faut faire des économies de personnels dans les hôpitaux, dans les écoles. Qu'il faut accepter la précarité, la fin du statut des cheminots. Et dans le même temps, il part faire la guerre en Syrie, avec 1,153 milliard d'euros de nouveaux missiles, tout en prétendant être des bienfaiteurs de l'humanité. Pour qui nous prend-il ?

Rien à faire de la colère ?

C'est ce que Macron voudrait montrer. La grève des cheminots bat son plein, les étudiants poursuivent leur mobilisation, et il continue d'annoncer de futures attaques contre les travailleurs. Pourquoi pas une deuxième « journée de solidarité » (traduisez une journée de travail gratuit) ? Rien à voir avec l'autonomie des personnes âgées, qu'il entend bien paupériser d'ailleurs avec une nouvelle réforme des retraites. Son rêve, et celui de tous les grands patrons dont il est le parfait exécutant, ce serait 365 « jours de solidarité » ! Disons stop.

Mettons un coup d'arrêt

C'est bien ce qu'entendent faire aujourd'hui les travailleurs et les jeunes qui se mobilisent. Jeudi dernier, 300 000 personnes manifestaient encore dans toute la France à l'appel de la CGT et de Solidaires. Des cheminots, qui en étaient à leur huitième jour de grève et dont la mobilisation ne faiblit pas. Des étudiants, dont le mouvement continue même là où certains sont en vacances ou en partiels. Mais aussi des travailleurs d'autres secteurs notamment de l'énergie, appelés à manifester ce jour-là.

Étendons la lutte

Cette extension de la mobilisation à de nouveaux secteurs est primordiale. Les manifestations du 19 avril étaient fournies de gros cortèges de cheminots, et la mobilisation étudiante comme l'appel interprofessionnel pour cette journée avaient de quoi ajouter à leur motivation.

La convergence des luttes est aujourd'hui défendue, du moins verbalement, par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, comme le seul moyen d'obtenir quoi que ce soit face à l'inflexibilité du gouvernement. On ne peut que se réjouir de cette position, du moment qu'elle ne reste pas rhétorique.

Et c'est à nous, travailleurs de tous les secteurs, de nous en assurer. Salaires, effectifs... partout nos conditions de travail et de vie se dégradent. Nous avons des revendications. Formulons-les, et rejoignons ceux qui sont déjà dans la lutte, sans attendre l'appel des confédérations.

Si la CGT est molle à mettre en œuvre sur le terrain une politique d'extension des luttes, la CFDT milite carrément contre toute victoire possible. Son secrétaire général, Laurent Berger, interrogé par Public Sénat le 19 avril, déclarait concernant les personnels hospitaliers : « nous demandons [...] que les aides-soignants soient revalorisés de catégorie C à catégorie B, et ce n'est pas en faisant une convergence des luttes qu'on y arrivera, ça, c'est sûr ». Alors comment compte-t-il s'y prendre ?

Répondons à la violence du gouvernement par la grève

Avec son flot d'attaques sociales, Macron voudrait montrer qu'il ne lâchera pas prise. Avec sa politique répressive aussi. 2 500 gendarmes mobilisés contre les zadistes à Notre-Dame-des-Landes, évacuation musclée de la fac de Tolbiac vendredi dernier... il met en scène son inflexibilité.

Dans ces circonstances, s'unir pour gagner est plus que jamais une nécessité.

Cette société où on tue à coups de missiles pour assurer des profits, où on ponctionne les revenus des retraités, où on nous contraint d'accepter n'importe quelles conditions pour avoir un emploi... on n'en veut pas. Soyons nombreux à le dire le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs, et à entrer en lutte pour joindre notre colère à celle de ceux qui y sont déjà.

Plongeon au B2

Au Montage B3, des opérations initialement assurées par le secteur Habillage Caisse vont être transférées au Montage Véhicules, B2. Sur certains morceaux de chaîne, à MV2 par exemple, les véhicules sont ou trop hauts ou trop bas : pour les passages de faisceaux, les collègues seront allongés en position plongeur dans la voiture pour passer les câbles.

Le B2 recrute des acrobates ? À quand les jongleurs ? Pour les clowns on les a déjà : la direction.

Suppressions de postes : personne n'est épargné

Le projet de la direction concernant la nouvelle équipe de nuit prévoit des baisses d'effectifs dans tous les secteurs. Les postes de RU et de RG chutent comme les autres, deux cadres auront tout le Montage à gérer : il leur faudra un vélo ou des patins à roulettes. Tant pis, on s'organisera sans eux... mais ça montre la considération que la direction accorde aux salariés, y compris aux hiérarchiques.

PSA nuit aux salariés

Pour la nouvelle équipe de nuit, la direction impose un avenant de 3 mois au contrat de travail. Cette équipe ne va pas durer indéfiniment, les places en 12 et 22 étant déjà prises, qu'advient-il après des collègues de la nuit lors de leur retour en journée ?

Pour les volontaires en nuit la direction exige « *polycompétences et polyvalence* », en clair des supermans, « poly-bouche-trous », bons à tout faire !

Vous avez dit « absurdité » ?

En mai il y a deux semaines avec du chômage : la 19 et la 20. La direction nous a fait travailler des samedis au Montage alors qu'elle nous impose ensuite des jours de chômage pour la 22 et pour la 12.

Elle pourrait faire les essais en semaine et un maximum de travaux le week-end. Mais elle fait l'inverse. Faire travailler les gens le samedi et faire le chômage en semaine... C'est absurde pour notre travail mais pas pour leurs capitaux. La « logique » d'une société où la production n'est pas planifiée en fonction des besoins mais des profits d'une minorité de parasites.

SNCF et PSA : même Macron même combat !

Les cheminots de Versailles sont passés à PSA Poissy vendredi dernier. Grâce à notre solidarité, ils ont récolté plusieurs centaines d'euros aux portes de l'usine.

Comme nous, les cheminots se battent contre le droit que les patrons veulent s'arroger de les licencier à tour de bras. Le combat qu'ils mènent n'est pas seulement pour eux, c'est pour freiner toutes les réformes de Macron à venir. Notamment celle prévue en juillet pour rallonger encore l'âge de départ à la retraite.

Si on reste seulement spectateurs et que les cheminots perdent, le gouvernement aura le champ libre pour toutes les réformes qui suivront.

New Montage, déjà un accident grave à PSA Rennes

À PSA Rennes, la directrice de la Qualité, s'est retrouvée coincée sous une installation, elle est blessée gravement à l'épaule et au genou. Le système de sécurité n'a pas fonctionné.

Les incidents techniques se multiplient depuis des mois. Comme à Poissy, la direction de PSA Rennes a mis en place son nouvel atelier de Montage alors que toutes les installations ne sont pas au point.

Le « New Montage », c'est la productivité à gogo, au prix de la sécurité de tous, on n'acceptera pas de la voir foulée au pied, à Rennes comme à Poissy !

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Après avoir racheté Opel, PSA annonce que les ouvriers et les usines allemandes coûtent trop cher. Le syndicat allemand IG Metal avait déjà concédé une flexibilité accrue et l'assouplissement des règles sur la limitation du temps de travail, en « échange » de 4,3 % d'augmentation dans la branche de la métallurgie. PSA veut maintenant imposer le gel des salaires et annonce 3 700 suppressions d'emplois d'ici à 2020.

PSA nous exploite des deux côtés du Rhin : les travailleurs allemands ont bien raison de ne pas vouloir servir de variable d'ajustement.

La voix de son maître

Dans la presse, un syndicat français de PSA a osé appeler le syndicat allemand d'Opel « *IG Metall à assumer davantage les réductions de coûts nécessaires. Il ne faut pas qu'ils pensent que c'est le groupe PSA qui va absorber leur difficultés* ».

Plus soumis à son maître exploitateur français que solidaire des travailleurs allemands, ce syndicat jaune mérite naturellement le carton... jaune.

Soutenir ceux qui se battent c'est nous défendre tous

Notre camarade Farid Borsali, secrétaire de la CGT à PSA Poissy passe en cour d'appel le 23 mai prochain. Il a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2 600 € d'amende sur la base d'une accusation mensongère de violence contre un contremaître.

En décembre dernier 9 militants CGT étaient aussi condamnés à de la prison avec sursis et à des amendes, parce qu'accusés d'une séquestration après de 17 minutes de discussion avec un chef.

La direction de PSA ne respecte les organisations et militants syndicaux qu'à condition qu'ils se couchent devant l'arbitraire et les désirs patronaux. Ceux qui luttent et défendent les intérêts des salariés sont calomniés et traînés en justice.

Soyons nombreux Mercredi 23 mai à venir au rassemblement de soutien de Farid à la Cour d'appel de Versailles, 5 rue Carnot, à partir de midi.